

OSEO : nouveau look

Autor(en): **sk**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **82 (1994)**

Heft 3

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-286772>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Assurance maternité L'accouchement de Ruth Dreifuss

Aux femmes qui s'impatientent, Ruth Dreifuss promet un projet en deux phases.

Assurance maternité: Ruth Dreifuss va de l'avant. Elle s'apprête à soumettre prochainement à ses collègues du Conseil fédéral un avant-projet de loi sur l'assurance maternité, destiné à concrétiser un engagement ratifié en votation populaire en novembre... 1945.

«Il est temps de combler la lacune principale du système social», a-t-elle répondu à la délégation du Comité pour la reconnaissance de la maternité qui lui a remis, le 28 janvier à Berne, une pétition munie de 27 000 signatures en vue de l'institution d'une protection de la maternité digne de ce nom.

Attentive à la conjoncture économique, qui n'est guère favorable au développement de la sécurité sociale, Ruth Dreifuss choisit d'avancer à pas comptés. Dans une première étape, elle introduira un congé-maternité payé de seize semaines pour les salariées, y compris les chômeuses, et pour les femmes qui exercent une activité indépendante. Dans une seconde étape, elle compte présenter un projet prévoyant le versement d'indemnités aux mères sans activité lucrative et l'institution d'un congé parental.

Ruth Dreifuss l'affirme clairement: «Le financement de l'assurance maternité, fondé sur des cotisations paritaires de l'ordre de 0,2%, coûtera moins cher aux entreprises que l'introduction du 1^{er} août férié, voté par le peuple le 28 novembre dernier»!

Qu'on se souvienne: la protection de la maternité en Suisse est ancrée dans la loi sur le travail née à la fin du XIX^e siècle qui ne prévoit qu'une interdiction de travailler de huit semaines pour les femmes ayant accouché. Le Code des obligations et les conventions collectives, qui soumettent les femmes à des réglementations très diverses, continuent d'assimiler la maternité à la maladie. Toutes les tentatives visant à réaliser cet engagement pris en 1945 se sont soldées par un échec, à l'exemple de l'initiative populaire «pour une protection efficace de la maternité» en 1984 et de la révision de l'assurance maladie en 1987.

Une gestation qui a assez duré

En mai de l'année dernière, les conseillères nationales Christiane Brunner et Ursula Hafner ont décidé de redonner un

élan décisif à la réalisation d'une véritable assurance maternité. Des femmes d'horizons très différents – associations féminines, syndicats, partis politiques (de la gauche jusqu'aux démocrates-chrétiens) – ont aussitôt répondu à leur appel.

Actifs dans tous les cantons romands, ceux de Zurich, des Grisons, du Tessin, bientôt ceux de Suisse centrale, les «comités en gestation» – d'une grossesse qui dure depuis 578 mois – sont déterminés à continuer de réunir des signatures à l'appui de leur manifeste qui revendique une véritable assurance maternité pour toutes les femmes, complétée par un congé parental ouvert également aux hommes. Ils préparent une grande manifestation nationale à Berne le 25 novembre pour marquer dans la bonne humeur le 49^e anniversaire de l'adoption de l'article constitutionnel sur l'assurance maternité.

Ruth Dreifuss a souligné, le 28 janvier, l'importance qu'elle attache au soutien de la population pour permettre au premier volet de son projet d'assurance maternité de recueillir l'adhésion des parlementaires fédéraux.

Celui du Conseil fédéral lui semble en revanche au moins acquis, puisqu'il a affirmé, lors du débat sur la revitalisation de l'économie, sa volonté de maintenir l'assurance maternité dans son programme de législation. Réunis en session extraordinaire le 5 février dernier à Berne, les Centres de liaison des associations féminines des cantons romands ont mis sur pied une action de soutien à Ruth Dreifuss pour sa proposition d'assurance maternité. Par ailleurs, selon un sondage réalisé pour le compte de la *SonntagsZeitung* et du *Matin*, 77% des Suisses sont favorables à l'introduction d'un congé-maternité payé au moins pour les femmes exerçant une activité lucrative.

Enfin, un groupe de travail du Parti radical genevois vient d'apporter sa contribu-



Ruth Dreifuss: «Il est temps de combler la lacune principale du système social.»

tion à la relance du dossier, en proposant que la future assurance maternité soit financée par une augmentation d'impôt, à l'exemple d'une hausse de 0,3% du taux de la TVA.

Anne-Marie Ley

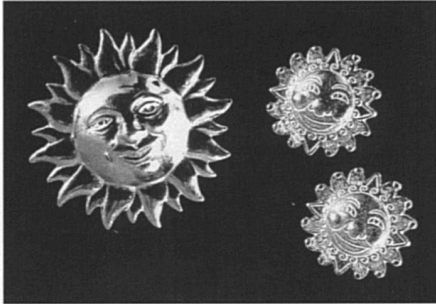
OSEO

Nouveau look

(sk) – «A l'OSEO, il y a belle lurette que les femmes décident quoi, comment, quand, à qui, pourquoi communiquer – et ça marche.» Pour inaugurer son nouveau look, *Solidarité*, le journal de l'OSEO (Œuvre suisse d'entraide ouvrière) a consacré l'essentiel de son information aux femmes: «Parce qu'à l'OSEO nous sommes une majorité de femmes, avec des responsabilités nombreuses. Même au secrétariat central, qui est dirigé par Angeline Fankhauser.» C'est ainsi qu'on y trouve une interview de la secrétaire centrale, une information sur le chômage des femmes, et un reportage sur une association féminine,

dont le siège est à Zagreb, et qui tente de venir en aide aux exilées de la guerre, regroupées dans des camps.

Depuis une dizaine d'années, l'OSEO travaille avec des chômeurs et des chômeuses, cherchant à leur offrir un soutien spécifique, de meilleurs débouchés et de nouvelles perspectives professionnelles.



Elle a lancé, le printemps dernier, la diffusion de «broches soleil» dont le produit net des ventes contribue au financement de projets pilotes pour chômeuses: crèches-garderies pour femmes au chômage, formation complémentaire pour jeunes coiffeuses et esthéticiennes, par exemple.

Aujourd'hui, l'OSEO vend aussi des boucles d'oreille dorées et des cartes postales. Renseignements et commandes: OSEO, Borde 18, 1018 Lausanne. Téléphone (021) 648 69 94.

A cœur ouvert

«J'ai étonnamment peu changé, en-dehors de ma garde-robe.» Pas de révolution pour l'ancienne syndicaliste devenue conseillère fédérale. Ruth Dreifuss, depuis qu'elle fait partie des Sept Sages, est restée fidèle à ses convictions féministes. Elle l'a laissé entendre au mois de janvier à Lausanne, devant le Cercle de la presse qui l'accueillait pour un déjeuner-débat. Tout au plus a-t-elle avoué quelques problèmes de gestion de cette satanée garde-robe et des difficultés à organiser son temps de nettoyage et de repassage.

Mariant l'humour aussi bien que la rhétorique, Ruth Dreifuss constate que la matière première sur laquelle elle travaille est restée la même. «Je cherche à trouver des solutions politiques.» L'âge de la retraite des femmes, l'instauration d'une assurance-maternité et la dépenalisation de l'interruption volontaire de grossesse: autant de problèmes qui la préoccupent et dont la résolution lui tient à cœur.

On se souvient que l'actuelle cheffe du Département de l'intérieur avait été portée au pouvoir par un irrésistible mouvement de femmes qui s'était manifesté

suite à la non-élection de Christiane Brunner. Dans cette mouvance naissait l'initiative «Pour une représentation équitable des femmes dans les autorités fédérales». Une initiative que Ruth Dreifuss a décidé de ne pas soutenir formellement – «une certaine retenue est de rigueur». Pourtant, l'idée des quotas ne lui déplait pas, au contraire.

«Un quota n'est pas autre chose qu'un objectif quantitatif. Il est sensé dans un domaine où, sans l'expression d'une ferme volonté politique, l'évolution prendrait trop de temps.» Et Ruth Dreifuss de rappeler que «personne n'a de peine à imaginer des quotas au Conseil fédéral. Il y en a déjà plusieurs: les langues, les cantons. Autrefois il y avait les religions». Conclusion: dans ce domaine, un certain volontarisme paraît à sa place aux yeux de la cheffe du Département de l'intérieur.

Mais le Parlement, dont on connaît les côtés progressistes lorsqu'il s'agit d'élire une femme au gouvernement, ne l'entendra certainement pas de cette oreille.

Patricia Briel

Toutes à Berne!

Dans la journée du mercredi 9 mars, le Conseil national se prononcera sur le projet de loi sur l'égalité. Toutes celles qui le peuvent sont appelées à se retrouver nombreuses dans les tribunes du Palais fédéral!



L'école des Hautes Etudes Commerciales cherche

Professeur ordinaire d'économie avec orientation microéconomie ou macroéconomie

Entrée en fonction: entre le 1.9.94 et le 1.9.95

Exigences: doctorat en sciences économiques et publications scientifiques.

Le cahier des charges peut être demandé au professeur Olivier Blanc, Doyen de l'Ecole des HEC, BFSH 1, UNIL, CH - 1015 - Lausanne, tél. 41-21- 692 41 36; fax 41-21-692 41 46. Délai de candidature: **30 avril 1994.**

Soucieuse de promouvoir l'accès des femmes à la carrière académique, l'Université encourage les candidatures féminines.



L'Ecole des hautes écoles commerciales met au concours un poste de

professeur ordinaire de comptabilité et de contrôle interne

Exigences: doctorat en sciences économiques, publications scientifiques et expérience pratique.

Entrée en fonction: 1er septembre 1994.

Le cahier des charges peut être demandé au prof. O. Blanc, Doyen de l'Ecole des HEC - BFSH 1 - 1015 Lausanne, tél. 41-21-692 41 36 fax 41-21-692 41 46. Délai des candidatures: **30 avril 1994.**

Soucieuse de promouvoir l'accès des femmes à la carrière académique, l'Université encourage les candidatures féminines.